

Le Club de Mediapart

Participez au débat

BILLET DE BLOG 9 JUIN 2022

Routes, fermes-usines, méga-bassines... : aucun projet du passé à l'Assemblée !

Face à la construction de centaines de projets d'infrastructures destructrices soutenues par l'État, 75 collectifs d'habitants appellent les futur.es député.es à prendre leur responsabilité à stopper ces projets à l'Assemblée Nationale une fois élu.es.

Fermes-usines, autoroutes, méga-bassines, entrepôts logistiques, extensions d'aéroports... : des centaines de projets d'infrastructures extrêmement polluantes et destructrices de nos territoires continuent de voir le jour à travers la France. Loin des projecteurs et des décideurs parisiens, le pays de l'accord de Paris programme ainsi le bétonnage de nos terres, soit un département tous les 7 à 10 ans, et le maintien d'un mode de vie qui hypothèque l'avenir des citoyennes et citoyens au profit d'intérêt privés à court terme.

C'est en effet le constat accablant de l'étude "Projet Local, impact global : **le développement de ces infrastructures n'est simplement pas compatible avec l'atteinte des objectifs climat et de zéro artificialisation de la France**1.

Ce constat est d'autant plus amer que ces objectifs, fixés par l'État, sont remis en cause... par l'État lui même. En effet, ces projets sont systématiquement autorisés par les préfets, quand ils ne sont pas carrément portés voire financés par les pouvoirs publics eux-mêmes. C'est le cas des centaines de méga-bassines en préparation, financées à 80% par de l'argent public et auxquelles la précédente majorité LREM avait promis son soutien avec 200 millions d'euros à l'issue du Varennes de l'eau2.

Ce constat est d'autant plus amer que ces objectifs, fixés par l'État, sont remis en cause... par l'État lui-même. En effet, ces projets sont systématiquement autorisés par les préfets, quand ils ne sont pas carrément portés voire financés par les pouvoirs publics eux-mêmes. C'est le cas des centaines de méga-bassines en préparation, financées à 80% par de l'argent public et auxquelles la précédente majorité LREM avait promis son soutien avec 200 millions d'euros à l'issue du Varennes de l'eau².

Idem pour les 55 projets routiers qui risquent de bétonner 4 488 hectares, l'équivalent de la superficie de Lyon... pour un coût de plus de 12 milliards d'argent public³. Pour maintenir le modèle actuel, le tout voiture et une agro-industrie gourmande en eau, alors que le changement climatique et les sécheresses sont déjà là, nos dirigeants sont prêts à aller très loin.

Mais ce scénario n'est pas une fatalité.

Année après année, de plus en plus de riverain.es de ces projets s'indignent et se révoltent. Nous sommes ainsi plus de 500 collectifs⁴, des dizaines de milliers d'habitant.es partout sur le territoire, à lutter quotidiennement contre ces projets anachroniques, inutiles et imposés. **Notre engagement et notre ténacité nous ont cependant permis d'obtenir** des victoires sur le terrain, près de 40 ces trois dernières années !

Mais pour en remporter d'autres et mettre un terme à ces projets du passé, il faut que les décisions politiques changent, drastiquement et rapidement. Et comme l'État soutient voire

endosse ces projets, c'est aussi à cet échelon qu'il nous faut contre-attaquer.

Les 12 et 19 juin, les élections législatives rebattront les cartes de l'Assemblée. Car ce sont les député.es qui votent les lois aptes à encadrer ou interdire ces projets, qui décident des financements qui leur sont attribués.

Tout reste à faire. Les lois votées lors du précédent quinquennat sont malheureusement soit insuffisantes soit destructrices. La "loi climat et résilience" issue de la convention citoyenne pour le climat en est un parfait exemple. Elle demeure en deçà des ambitions nécessaires à la préservation des terres, avec des mécanismes de zéro artificialisation nette facilitant la bétonisation des sols, et des mécanismes de compensation destructeurs de biodiversité. Et là où la mouture initiale proposait de limiter les surfaces des entrepôts et centres commerciaux, de stopper le trafic aérien intérieur, d'interdire le financement de nouveaux élevages intensifs, ... la version finale édulcorée par les lobbies et le gouvernement n'en a rien gardé⁵.

Ces lois et objectifs sont des vitrines derrière lesquelles le droit de l'environnement et la protection qu'il offre sont drastiquement réduits. Les exceptions et mesures parallèles se multiplient : sites clés en main, pouvoir de dérogation des préfets, seuils d'étude abaissés et participation dématérialisée...

Toutes ces régressions législatives permettent d'implanter plus rapidement des entrepôts, de nouvelles mines, des fermes usines, des centres commerciaux, des aéroports ou des usines toxiques, ... et cela, au détriment des études d'impact, de l'information et de l'avis des habitant.e.s.

Aujourd'hui ces choix nous sont volés, ils sont faits loin des territoires derrière l'écran de fumée d'enquêtes publiques et de consultations qui ne sont jamais écoutées, alors que ce sont nos terres qui sont sacrifiées, nos cours d'eau et notre air qui sont pollués.

Nous nous adressons donc aujourd'hui aux candidat.es à la députation : vous vous présentez donc pour être les représentant.e.s de nos territoires dans l'instance qui, aujourd'hui, contribue à affaiblir les protections qu'il nous reste et qui ignore les objectifs qu'elle a elle-même inscrit dans la loi au profit de projets qui dévorent nos terres. S'ils sont contestés à l'échelle locale, c'est parce qu'ils ont bien des conséquences globales sur nos terres, notre air, l'eau et le vivant.

Nos conditions de vie ne peuvent être soumises à la loi du marché. Nous devons stopper le mensonge de l'écologie libérale.

Mesdames et Messieurs les candidat.e.s, en tant qu'auteurs et autrices des lois futures, vous aurez le pouvoir de faire ces choix. Allez-vous continuer comme avant, ou bien vous mobiliser pour l'abandon de ces projets, le respect des objectifs écologiques de la France et la construction de ceux permettant un futur viable et désirable ?

Dans votre campagne, dans vos futurs mandats, nous vous exhortons à vous engager à accompagner nos combats, à gripper les rouages des intérêts privés et à faire barrage à ces projets avec tous les moyens qui pourront être les vôtres.

Et partout en France, nous, les collectifs d'habitant.e.s, resterons chaque jour mobilisés sur nos terrains de lutte. Nous continuerons à faire pression par tous les moyens disponibles. Et nous serons toujours là pour vous rappeler vos engagements.

1 <https://terresdeluttes.fr/projet-local-impact-global/>

2 https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/02/02/jean-castex-annonce-un-developpement-du-stockage-de-l-eau-pour-l-agriculture_6111986_3244.html

3 <https://reporterre.net/Routes-autoroutes-un-gachis-a-18-milliards-d-euros>

4 <https://luttelocales.gogocarto.fr/> 5 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/07/13/transport-logement-alimentation-les-principales-propositions-de-la-convention-pour-le-climat-passees-au-crible_6046071_4355770.html

Signataires :

Bassines non merci 79

Jardin à Défendre d'Aubervilliers

Collectif eau 88, contre le pillage de l'eau à Vittel

Les Braises (ex Collectif Non à l'Aéroport du St-Emilionnais)

Collectif contre l'usine à cochons de Langoat

Sos Oulala, contre le périphérique de Montpellier

La Voie est libre, contre l'autoroute Castres-Toulouse

Youth for climate Valenciennes

Collectif Contre La Ligne 18 et l'Artificialisation des Terres

Collectif pour l'Agriculture Paysanne et la Préservation de la Nature en Dordogne (CAPNAT24)

Association pour le développement durable du causse de l'Isle –
Commission Photovoltaïque

Collectif Citoyen Nature en CCILAP

Urgence Saclay

XR Poitiers

Collectif "Atterrissons d'urgence"

Institut Bella Ciao

Bien Vivre en Vallespir

Extinction rebellion Saint Briec

Greenpeace Montpellier

Viure, coordination des collectifs et association des Pyrénées-Orientales

Attac 33

Ensemble pour le climat Lens Liévin

NDDL Poursuivre Ensemble

Collectif Non au T4

L'eau qui mord

Association "Les Riverains et les Amis de Béner"

Pour la sauvegarde du plateau des Gras

Pour la sauvegarde du plateau des Gras

Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet

Comité-Stop Bure-en-Retz

Stop TERRA 2

Balance ton port la nouvelle

Collectif pour le Triangle de Gonesse

Val d'Oise environnement

Stop nucléaire Drôme Ardèche

Stop Méthane Plouha

Poterie Riposte

SOS Durance Vivante

Le Chaudron des Alternatives

Défense des jardins à Tourcoing

Collectif ANINA

Les Communaux

Fruits Oubliés et Biodiversité en Cévennes

SCEVe

Attac Alès Cévennes

CCAPAS (Collectif Citoyen pour un Autre Photovoltaïque dans les Alpes du Sud)

NDDL Poursuivre Ensemble 79

Collectif PUMA contre la LEO – Avignon

Collectif pour des alternatives à l'élargissement de l'A480

Extinction Rebellion 05

SOS Forêt PACA

Pas touche au Touyre

La Conviviale écologiste et fraternelle

Les Jardins des Vaîtes

Stop déviation golfe Juan 06

A PAS DE LOUTRE

Maison du Peuple en Colère

Maison du Peuple en Colère

Collectif des habitants du hameau du moisnil

Assemblée Populaire d'Auxerre

Collectif GCO NON MERCI

Vent de lutttes entre Vosges et Rhin

Association VIVAVRE

Peuple des Dunes de Batz à Bréhat

Axe vert de La Ramée

ATTAC44

ACAPEC

Fédération Environnementale Eurélienne (FEEL)

ATTAC Rennes

Alternatiba-ANV Montpellier

Stop Extension Aeroport Marseille Provence

La lutte des sucs, contre la RN 88

NADA Lille (Non à l'agrandissement de l'aéroport de Lille)

Coordination La Loire Vivra

Non a l'autoroute A133-A134 Association de Défense des Berges de Seine